

Direction Générale Adjointe  
Autonomie

Direction de l'Autonomie

Pôle Offre Contractualisation

Service Régulation des Établissements PA

Tél. : 03 59 73 70 76  
Mail : heifa.chanbah@lenord.fr

Affaire suivie par  
Heïfa CHANBAH

**ARRETE PORTANT FIXATION  
DES TARIFS JOURNALIERS  
D'HEBERGEMENT ET DE DEPENDANCE 2023**

*« USLD Résidence Les Chênes »  
Établissement Public à LE QUESNOY*

**Habilité à l'aide sociale  
SIRET N° 26590693300030  
DT Avesnois**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment l'article L314-7 ;
- Vu les lois n° 82-213 et 82-623 des 2 mars et 22 juillet 1982 relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
- Vu les lois n° 83-8 et 83-663 des 7 janvier et 22 juillet 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;
- Vu la loi n° 2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'Action sociale et médico-sociale ;
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

- Vu le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu les propositions présentées par l'établissement ;
- Considérant que l'établissement **USLD Résidence Les Chênes 26, rue Thiers - 59530 LE QUESNOY**, structure gérée par **CH de Le Quesnoy 90, rue du 8 mai 1945 59530 LE QUESNOY**, doit faire l'objet de tarifs afférents à l'*Hébergement* et de trois tarifs afférents à la *Dépendance* (Groupes Iso-Ressources 1 et 2 ; 3 et 4 ; 5 et 6) calculés par Monsieur le Président du Conseil Départemental ;
- Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses en application de l'article L313-8 du Code de l'Action Sociale et des familles votée lors de sa session budgétaire des 20 et 21 mars 2023 ;
- Sur proposition de Monsieur Le Directeur Général des Services ;

**ARRETE**

**Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2023, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'USLD de LE QUESNOY sont autorisées comme suit :

	<b>Section Hébergement</b>	<b>Section Dépendance</b>
Total des charges (A)	759 054,38 €	315 787,23 €
Produits autres que ceux relatifs à la tarification (B)	1 030,00 €	0,00 €
Montant de la participation prévue au I de l'article L.232-8 du code de l'action sociale et des familles (C)		91 432,59 €
Recette afférente à la dépendance des résidents bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie en établissement des autres départements (D)		0,00 €
Incorporation des résultats des exercices antérieurs (Mention (D) si déficit) (E)	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL : (A-B-C-D+(-E))=(F)</b>	<b>758 024,38 €</b>	<b>224 354,64 €</b>

**Article 2** : Conformément à l'article L314-7 IV bis du Code de l'Action Sociale et des Familles, le tarif journalier afférent à l'hébergement de l'établissement USLD Résidence Les Chênes est fixé ainsi qu'il suit, à compter du **1<sup>er</sup> mai 2023**, à :

Chambre individuelle : **56,14 €**

**Article 3** : Pour les personnes de moins de 60 ans (personnes handicapées ou en dérogation d'âge), le tarif journalier afférent à l'hébergement est fixé ainsi qu'il suit, à compter du **1<sup>er</sup> mai 2023**, à :

Chambre individuelle : **79,55 €**

**Article 4** : Pour l'exercice 2023, les tarifs journaliers afférents à la dépendance des résidents âgés de 60 ans et plus sont fixés ainsi qu'il suit, à compter du **1<sup>er</sup> mai 2023**, à :

- GIR 1 et 2 : **24,46 €**
- GIR 3 et 4 : **15,52 €**
- GIR 5 et 6 : **6,59 €**

**Article 5** : Au titre de l'année 2023, le montant de la dotation mensuelle afférent à la dépendance pour l'établissement **USLD Résidence Les Chênes** est fixé à **18 696,22 €**.

**Article 6** : Le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale est compétent pour statuer sur les recours contre les arrêtés fixant les tarifs journaliers des établissements publics ou privés. Tout recours contentieux contre le présent arrêté doit être adressé à son secrétariat, sis 6 rue du Haut-Bourgeois - Case officielle n°15 - 54035 NANCY CEDEX.

**Article 7** : Tout recours doit être formé dans le délai franc d'un mois, à compter de la publication de la décision attaquée ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de sa notification.

**Article 8** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement.

**Article 9** : Le Directeur Général des Services, le Payeur Départemental et le Directeur de l'établissement susvisé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans le recueil des actes administratifs du Département du Nord.

Fait à LILLE, le 28 AVRIL 2023

**Pour le Président du Conseil départemental  
et par délégation,  
le Responsable du Service  
Régulation des Établissements Personnes âgées**

**Patrice SANCEY**

Publié le 05/05/2023